



Industrie
Canada

Industry
Canada

Indicateurs économiques mensuels

Novembre 2004

**Comprend le rapport spécial :
L'industrie pétrolière et gazière du Canada**

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

Canada 

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Novembre 2004

FAITS SAILLANTS

 **Le PIB réel augmente et passe à 0,5 % en août, stimulé par la croissance du secteur de la fabrication et du commerce. Il s'agit de la sixième hausse mensuelle de suite.**

 **Le marché de l'emploi enregistre une hausse nette de 34 000 emplois en octobre, la plupart dans le secteur des services et surtout en Ontario et en Colombie-Britannique. Le taux de chômage reste à 7,1 %.**

 **Ces résultats, jumelés aux importantes ventes au détail, laissent supposer une croissance de 3,0 % à 3,5 % au troisième trimestre, à la faveur de la demande intérieure.**

 **Aux États-Unis, la croissance économique s'établit à 3,7 % au troisième trimestre, les dépenses de consommation représentant la plus grande part de la croissance.**

 **La Réserve fédérale augmente de 25 points de base son taux des fonds fédéraux pour le faire passer à 2,0 % le 10 novembre. La Banque du Canada n'écarte pas la possibilité de majorer à nouveau ses taux d'intérêt le 7 décembre.**

 **Depuis quelques semaines, le dollar canadien se négocie au-dessus des 83 cents US, montant qui est près de sa valeur d'équilibre à long terme, selon l'OCDE.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis		
		le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En milliards \$ 1997)	1 052,6	0,5	4,6	Août
Biens	330,6	0,6	5,3	Août
Services	723,1	0,4	4,3	Août
Indice composite	199,9	0,3	8,4	Sept.
Emplois (En milliers)	16 111	0,2	1,8	Oct.
Temps plein	13 160	0,1	2,5	Oct.
Temps partiel	2 951	0,7	-0,9	Oct.
Chômage* (En %)	7,1	7,1	7,6	Oct.
Jeunes*	13,4	13,5	13,9	Oct.
Adultes*	5,9	5,8	6,4	Oct.
Inflation mesurée par l'IPC*	1,8	1,9	2,2	Sept.
Ventes au détail (En M\$)	29 085	0,8	3,4	Août
Mises en chantier (En milliers)**	225,0	-5,4	-7,3	Oct.
Balance commerciale* (En M\$)	5 055	6 438	5 371	Sept.
Exportations	36 088	-3,4	8,8	Sept.
Importations	31 033	0,4	11,6	Sept.
M&M	8 794	-0,5	7,5	Sept.

	Octobre		
	17 novembre***	2004	2003
Papier comm. à trois mois (En %)*	2,76	2,60	2,71
Rendement des obligations à long terme (En %)*	4,45	4,52	4,85
Dollar canadien (En cents US)*	83,79	82,10	75,84

*Données en niveaux seulement - la variation en % n'est pas exprimée.

**Société canadienne d'hypothèques et de logement.

***Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada. Toutes les autres données proviennent de Statistique Canada.

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/fr/h_ra01898f.html

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Novembre 2004

TABLES DES MATIÈRES

Page

L'économie

<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7

Tendances du marché du travail

<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10

Prix et marchés financiers

<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13

L'économie des États-Unis

<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
-------------------------------------------------	----

Rapport spécial

<i>L'industrie pétrolière et gazière du Canada</i>	15
----------------------------------------------------------	----

À venir...

<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	17
--------------------------------------------------------------------	----

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 17 novembre 2004. Il a été préparé par Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Sue Moore, François Poitras et François Rimbaud de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf.

Parmi les sources d'information utilisées, notons en particulier Statistique Canada, la Banque du Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, l'Association canadienne de l'immeuble, le Conference Board du Canada, le Bureau of Economic Analysis des États-Unis et le Bureau of Labor Statistics des États-Unis. À moins d'indication contraire, les données des graphiques et des tableaux proviennent de Statistique Canada.

Veillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou, par Internet, à rostami.hossein@ic.gc.ca.



PIB réel par industrie

En août, l'activité économique poursuit son redressement...

- Le PIB réel aux prix de base s'est accru de 0,5 % en août après avoir progressé de 0,2 % en juillet. Les industries des technologies de l'information et des communications ont poursuivi leur relance, leur production augmentant de 14,4 % par rapport à un an auparavant. En juillet et août, le PIB réel était supérieur en moyenne de 3,2 % (taux annuel) à ce qu'il était au deuxième trimestre, ce qui laisse supposer que cette vive croissance se poursuivra au troisième trimestre.

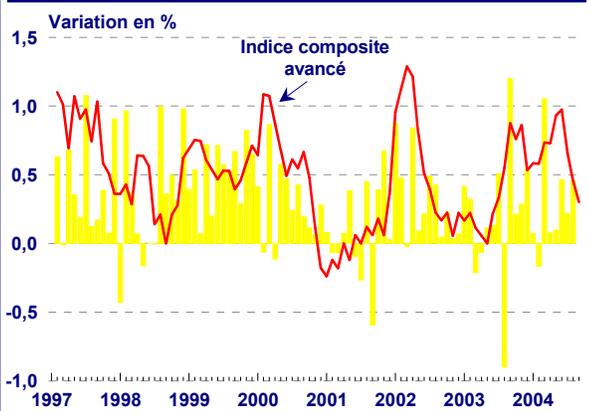
...puisque la production augmente dans le secteur des biens...

- Dans le secteur des biens, la production s'est redressée de 0,6 % en août après avoir progressé de 0,3 % en juillet. La production industrielle (fabrication, exploration minière et services publics) a augmenté de 0,9 % en août, sixième mois consécutif de croissance. Les services publics ont ouvert la marche, suivis de la fabrication et de l'exploration minière. La hausse de la demande intérieure, jumelée à l'accumulation des stocks, est à l'origine de la progression du secteur de la fabrication.

...et dans le secteur des services

- La production du secteur des services s'est accrue de 0,4 % après avoir connu une hausse de 0,2 % en juillet. L'augmentation a été observée un peu partout, en particulier dans les arts, le divertissement et les loisirs (ADL) (3,4 %) et le commerce de détail (1,1 %). Le commerce de gros a, lui aussi, progressé vivement (0,8 %), grâce à la poussée des ventes de produits automobiles, de machines et de matériel électronique. D'une année à l'autre, la production a avancé de 4,3 % dans le secteur des services avec, en tête, le commerce de gros (15,1 %), les ADL (6,8 %), le transport et l'entreposage (6,7 %) et les administrations publiques (4,0 %).

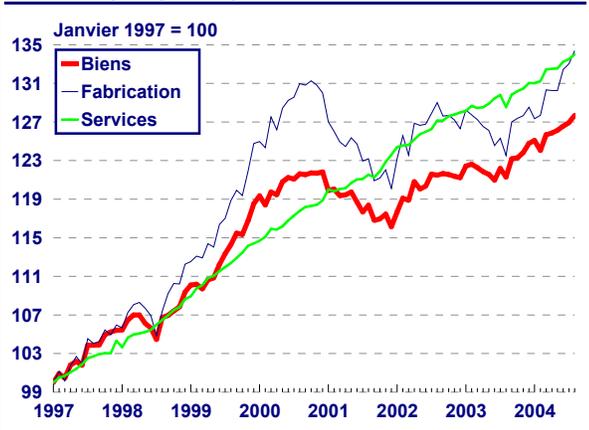
PIB réel aux prix de base



PIB réel aux prix de base (En \$ enchaînés de 1997)

Août 2004	En millions \$	Variation mensuelle	Var. en % depuis	
			le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	1 052 578	4 769	0,5	4,6
Secteur des entreprises	894 228	4 337	0,5	4,9
Biens	330 596	1 998	0,6	5,3
Agr., forest, pêche, chasse*	23 665	-73	-0,3	2,9
Extraction - mines, pétrole, gaz	37 968	140	0,4	1,9
Services publics	25 918	311	1,2	1,2
Construction	57 177	-217	-0,4	1,3
Fabrication	185 490	1 869	1,0	8,8
Services	723 131	2 748	0,4	4,3
Commerce de gros	67 245	528	0,8	15,1
Commerce de détail	59 879	678	1,1	2,7
Transport et entreposage	50 371	-29	-0,1	6,7
Information et culture	43 185	-7	0,0	1,8
FASI**	211 099	675	0,3	3,7
Serv. professionnels***	46 475	83	0,2	2,8
Admin. et gestion des déchets	22 265	112	0,5	3,6
Enseignement	45 719	143	0,3	2,7
Soins de santé et assist. sociale	63 101	111	0,2	2,0
Arts, spectacles et loisirs	9 907	330	3,4	6,8
Hébergement et restauration	23 275	27	0,1	2,1
Autres	24 493	40	0,2	2,0
Administrations publiques	57 642	67	0,1	4,0

PIB réel par principal secteur



*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse.

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers.

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques.



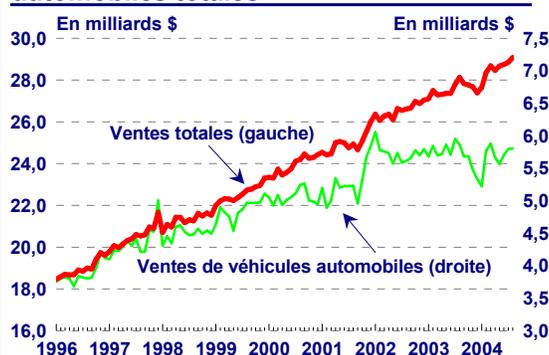
Les dépenses de consommation augmentent au troisième trimestre...

- Les ventes au détail sont demeurées vigoureuses, augmentant en juillet (0,4 %) et en août (0,8 %). En supposant une croissance nulle en septembre, les ventes au détail réelles augmenteront de 5,5 % au troisième trimestre, après avoir progressé de 2,4 % au deuxième.
- Les ventes de véhicules automobiles neufs ont diminué de 9,5 % au troisième trimestre, après avoir augmenté de 19,2 % au deuxième. Toutefois, le recul a été accompagné d'une hausse de 11,2 % du prix moyen des véhicules, lequel avait baissé d'un pourcentage semblable au deuxième trimestre.

...et la hausse des revenus et du niveau de confiance augure bien pour la poursuite de la croissance

- Au troisième trimestre, les principaux règlements des conventions collectives se sont soldés par des hausses des taux de rémunération de base de 1,3 % en moyenne, soit la même chose qu'au deuxième trimestre. Jumelé à la croissance de l'emploi en septembre (0,3 %) et en octobre (0,2 %), ce résultat augure bien pour la croissance soutenue du revenu personnel et de la consommation.
- De plus, même si l'indice de confiance des consommateurs a légèrement reculé (2,6 points) en octobre, il reste élevé comparativement à sa moyenne de 10 ans (112,8).

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



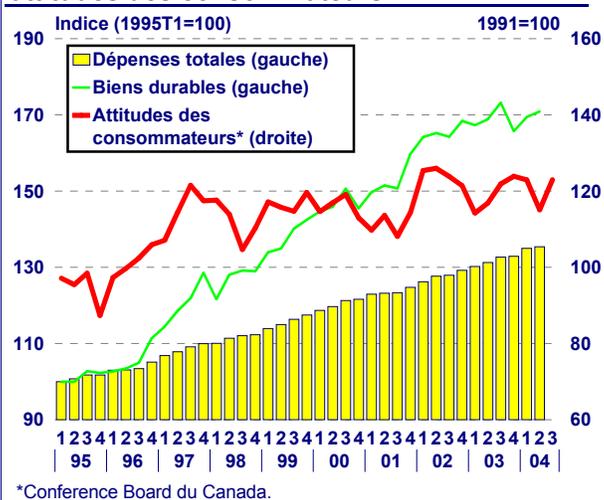
Ventes au détail et crédit à la consommation

	Août 2004		
	En millions \$	Var. en % le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	29 085	0,8	3,4
Alimentation	5 679	0,8	4,7
Pharmacies	1 917	1,8	7,7
Vêtements	1 666	-1,5	3,7
Meubles	1 867	0,8	3,2
Automobiles	9 776	0,9	1,6
Magasins de march. diverses	3 527	-0,0	4,0
Tous les autres magasins	4 653	1,6	3,5
Total excluant véhicules automobiles	22 075	0,9	4,8
Crédit à la consommation	262	1,1	10,6

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)	2002	2003	2004 T1	2004 T2
Consommation réelle (En \$ 1997)	601 594	620 444	635 614	637 677
Variation en %	3,4	3,1	6,4	1,3
Biens durables	93 099	94 923	95 286	96 145
Variation en %	8,3	2,0	9,2	3,7
Biens semi-durables	54 472	56 142	58 391	58 720
Variation en %	3,8	3,1	15,7	2,3
Biens non durables	137 196	140 078	142 661	142 269
Variation en %	2,3	2,1	5,3	-1,1
Services	317 627	330 098	339 967	341 399
Variation en %	2,6	3,9	4,9	1,7
Revenu disponible	692 691	713 548	731 080	745 344
Variation en %	3,8	3,0	6,6	8,0
Taux d'épargne (En %)	3,2	1,4	0,8	1,5
Ratio d'endettement (En %)	98,1	101,6	103,3	103,0

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada.



Investissements des entreprises

Les investissements augmentent au deuxième trimestre, notamment dans le secteur de l'énergie...

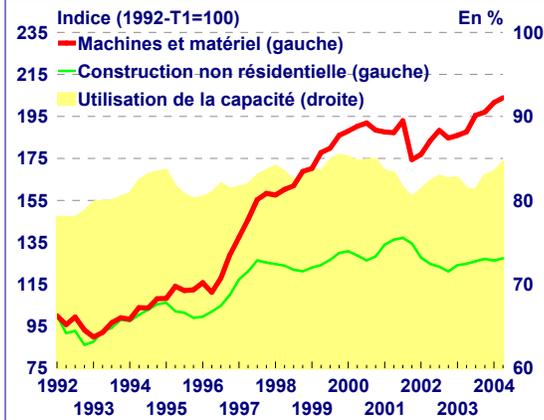
- Les investissements dans la construction et les machines et le matériel (M&M) du secteur de l'énergie se sont accrus de 13,3 %* et de 16,2 %* respectivement. Ces résultats sont nettement supérieurs à la croissance des investissements totaux de ces deux catégories, soit 3,4 % et 4,5 %, respectivement.

...mais les perspectives sont mitigées pour le troisième trimestre

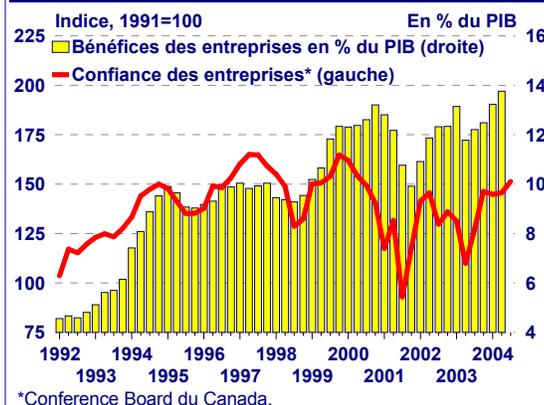
- Les investissements réels des entreprises dans les structures non résidentielles ont reculé de 2,7 % au troisième trimestre après avoir diminué de 7,3 % au deuxième.
- Les expéditions de machines ont augmenté de 17,0 % au troisième trimestre, tandis que les exportations de M&M se sont repliées de 2,6 %. Ce fait, jumelé à la légère hausse des importations de M&M au troisième trimestre, laisse supposer que les investissements dans les M&M pourraient s'accroître au troisième trimestre.
- Les bénéfices soutenus, le niveau élevé de confiance des entreprises et un dollar canadien fort par rapport au dollar américain sont un bon présage pour les perspectives d'investissement.

* Données provenant du Conference Board du Canada.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



*Conference Board du Canada.

Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2002	2003	2003 T3	2003 T4	2004 T1	2004 T2
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	82 715	86 441	88 229	88 920	90 973	91 985
Variation en %	-1,2	4,5	17,8	3,2	9,6	4,5
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	44 493	44 928	45 109	45 501	45 238	45 613
Variation en %	-8,3	1,0	4,0	3,5	-2,3	3,4
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	82,3	82,1	81,3	83,0	83,4	84,6
Utilisation de la capacité (secteur manif.)	83,3	83,0	81,6	84,2	85,0	86,6
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	149 969	172 118	171 528	178 676	194 936	202 952
Variation en %	4,8	14,8	22,8	17,7	41,7	17,5
Bénéfices - Industries non financières	115 798	128 203	125 872	131 604	143 232	153 088
Variation en %	8,8	10,7	19,0	19,5	40,3	30,5
Bénéfices - Industries financières	34 169	43 915	45 656	47 072	51 704	49 860
Variation en %	-6,8	28,5	34,2	13,0	45,6	-13,5
Crédit aux entreprises	890 789	905 602	906 185	911 884	922 183	936 077
Variation en %	3,8	1,7	1,5	2,5	4,6	6,2



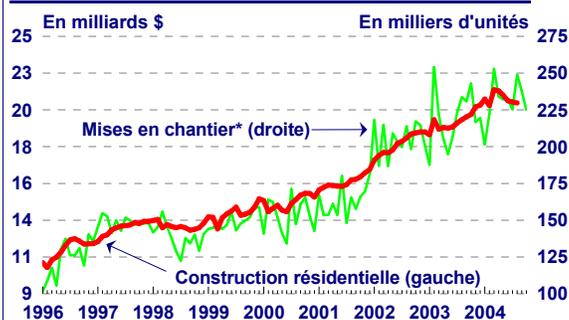
L'activité modère dans le secteur du logement au troisième trimestre...

- La construction résidentielle a fléchi de nouveau en août (0,3 %). Il s'agit de la cinquième baisse mensuelle de suite. Toutefois, son niveau reste supérieur de 5,2 % à celui d'il y a un an.
- La valeur des permis de construction résidentielle a reculé de 3,3 % en septembre. C'est la première fois depuis la fin de 1997 que la valeur des permis diminue pendant trois mois d'affilée. Cependant, la valeur observée en septembre est supérieure de 4,3 % au niveau mensuel moyen de 2003.
- Le nombre de mises en chantier a fléchi de 5,4 % en octobre, après avoir reculé de 1,2 % au troisième trimestre par rapport au deuxième. Les replis dans les régions urbaines ont surtout été observés en Colombie-Britannique (21,2 %) et dans les provinces atlantiques (13,7 %). En Ontario, les mises en chantier ont diminué de 3,8 %. Néanmoins, le nombre de mises en chantier reste élevé et est en voie d'atteindre, cette année, un sommet inégalé depuis 17 ans, selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

...ce qui contribue à rééquilibrer le marché du logement

- La récente décélération des prix des maisons indique aussi un refroidissement du marché du logement. Les prix des maisons neuves ont augmenté de 5,8 % en septembre, contre 6,0 % et plus ces derniers mois. Le prix moyen d'une maison a augmenté de plus de 40 % durant les quatre dernières années, à la faveur de la progression de la demande, attribuable à la faiblesse des taux hypothécaires, à la vive croissance de l'emploi et à la demande refoulée.
- Toutefois, la progression des taux hypothécaires et l'épuisement de la demande refoulée ralentissent la demande de logement et la hausse des prix. Par conséquent, la plupart des analystes prévoient que le marché passera d'un marché vendeur à un marché plus équilibré.

Activité dans le secteur du logement



*Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1)* (En \$ 1997, en M; prix de base)	20 671	-0,3%	5,2%
Permis de construction, en M\$ (2)*	2 955	-4,3%	2,3%
Ventes de logements existants (nombre d'unités) (3)**	25 111	-1 079	-2 236
Mises en chantier (3)*** (nombre d'unités; TAD)	225 000	-12 900	-17 800
Terre-Neuve-et-Labrador	2 700	-100	-700
Île-du-Prince-Édouard	900	200	200
Nouvelle-Écosse	4 600	-700	1 100
Nouveau-Brunswick	3 400	-1 200	-600
Québec	56 200	-2 900	-100
Ontario	83 300	-2 700	-16 200
Manitoba	4 400	0	-2 000
Saskatchewan	4 200	700	800
Alberta	38 100	700	4 300
Colombie-Britannique	27 200	-6 900	-4 600

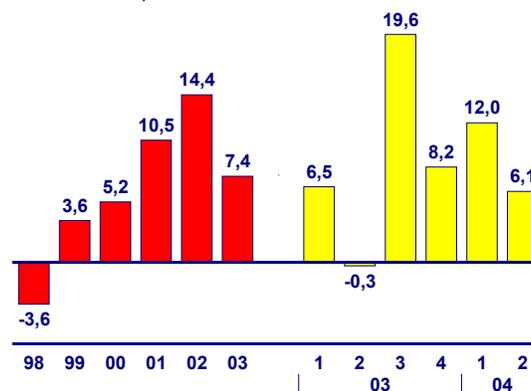
1 - Données d'août 2 - Données de septembre 3 - Données d'octobre.
Source : *Statistique Canada; **Association canadienne de l'immeuble;
***Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2002		2003		2004 T1		2004 T2	
Construction résidentielle	58 133	62 452	66 634	67 632				
Variation en %	14,4	7,4	12,0	6,1				
Logements neufs	28 900	30 678	33 072	33 449				
Variation en %	23,2	6,2	12,9	4,6				
Travaux de réparation et d'amélioration	20 600	22 619	24 000	24 040				
Variation en %	4,7	9,8	13,1	0,7				
Frais de propriété et de transfert	8 639	9 204	9 628	10 128				
Variation en %	11,5	6,5	7,1	22,4				

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD





Commerce

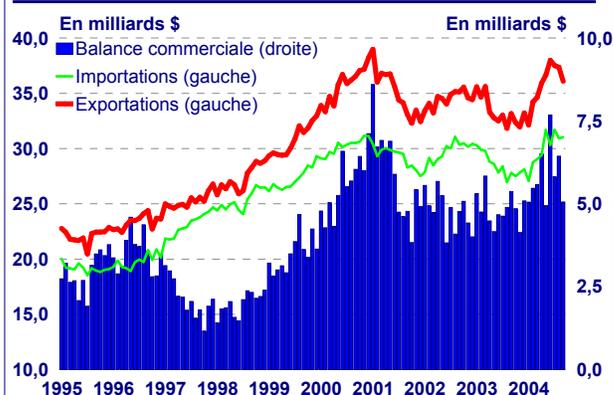
Les importations augmentent et les exportations diminuent en septembre...

- Les exportations de marchandises ont reculé de 3,4 % en septembre après avoir diminué de 0,4 % le mois précédent. Les exportations destinées aux États-Unis, au Japon et à l'Union européenne ont régressé, alors que les exportations destinées à d'autres grandes régions commerciales ont augmenté. Les exportations de tous les principaux groupes de produits ont fléchi, surtout les produits de l'agriculture et de la pêche, les machines et le matériel et les produits automobiles. Au troisième trimestre, les prix et les volumes des exportations se sont accrus de 0,2 %.
- Les importations ont augmenté de 0,4 % en septembre après avoir diminué de 2,5 % en août. Les importations provenant des États-Unis et de l'Union européenne se sont accrues, alors que celles provenant d'autres grandes régions commerciales ont reculé. Les produits de l'agriculture et de la pêche, les produits forestiers ainsi que les biens et matériaux industriels sont principalement à l'origine de la hausse. Les prix des importations ont reculé de 1,4 %, tandis que les volumes se sont redressés de 3,9 % au troisième trimestre.

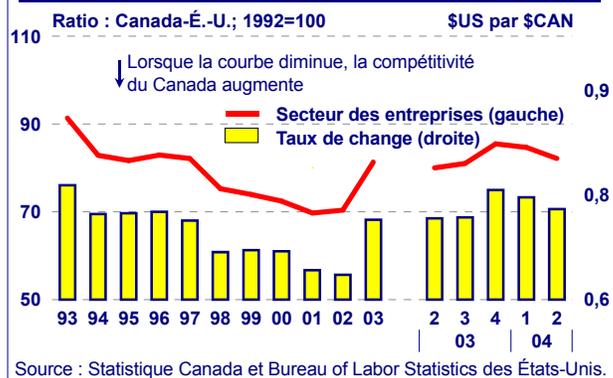
...ce qui fait fléchir l'excédent commercial

- Avec la baisse des exportations et la hausse des importations, l'excédent commercial du Canada a diminué de 1,4 milliard de dollars pour se situer à 5,1 milliards de dollars. De plus, l'excédent commercial avec les États-Unis a fléchi. Au troisième trimestre, il est passé à 17,3 milliards de dollars. Par conséquent, les exportations nettes ont nuí à la croissance économique au troisième trimestre après y avoir contribué sensiblement au deuxième trimestre.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Commerce de marchandises

Septembre 2004	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %	
	Août 2004	Septembre 2004	Janv. - sept. 2003	Janv. - sept. 2004	Août à sept. 2004	Août à sept. 2004	Janv. à sept. 2003 à Janv. à sept. 2004	
Exportations	37 354	36 088	302 466	322 477	-1 266	-3,4	6,6	
vers les États-Unis	30 236	29 425	250 671	263 134	-811	-2,7	5,0	
Importations	30 916	31 033	258 363	269 933	117	0,4	4,5	
en provenance des États-Unis	21 340	21 529	181 369	187 239	189	0,9	3,2	
Balance commerciale	6 438	5 055	44 103	52 544	-1 383			
avec les États-Unis	8 896	7 896	69 302	75 895	-1 000			
Exportations par produit								
Produits agricoles/pêche	2 776	2 468	21 821	23 711	-308	-11,1	8,7	
Produits énergétiques	6 011	5 906	47 061	50 473	-105	-1,7	7,3	
Produits de la forêt	3 468	3 387	25 649	29 930	-81	-2,3	16,7	
Biens et matériaux industriels	6 670	6 555	49 304	57 893	-115	-1,7	17,4	
Machines et matériel	7 964	7 552	67 633	69 434	-412	-5,2	2,7	
Produits automobiles	7 665	7 440	65 731	68 019	-225	-2,9	3,5	
Autres biens de consommation	1 433	1 400	12 978	13 073	-33	-2,3	0,7	
Importations par produit								
Produits agricoles/pêche	1 741	1 805	16 301	15 960	64	3,7	-2,1	
Produits énergétiques	2 041	1 989	14 770	17 321	-52	-2,5	17,3	
Produits de la forêt	269	273	2 288	2 367	4	1,5	3,5	
Biens et matériaux industriels	6 278	6 362	49 196	53 984	84	1,3	9,7	
Machines et équipement	8 836	8 794	74 396	77 773	-42	-0,5	4,5	
Produits automobiles	6 820	6 755	57 807	58 353	-65	-1,0	0,9	
Autres biens de consommation	3 964	3 974	34 815	35 319	10	0,3	1,4	

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



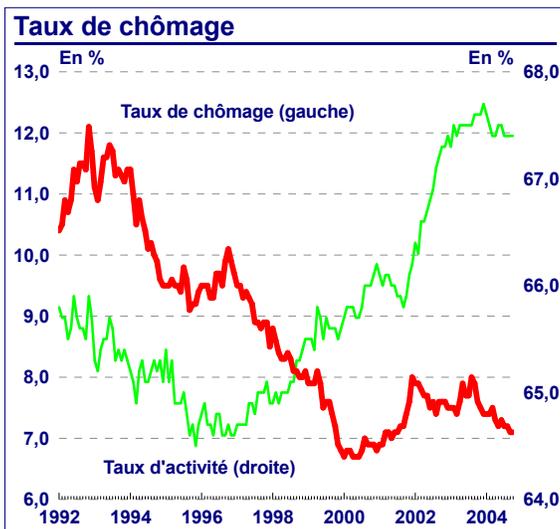
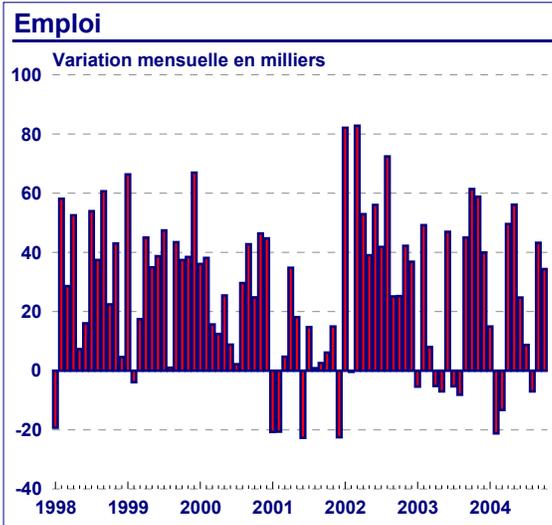
Emploi et chômage

L'emploi continue sa progression en octobre...

- Pour un deuxième mois de suite, l'emploi a progressé en octobre (34 000) après avoir fait une pause aux deux mois précédents. Cette fois, l'augmentation est le résultat d'une hausse de 13 000 emplois à temps plein et de 21 000 emplois à temps partiel. Depuis le début de l'année, on compte 243 000 emplois à temps plein de plus (1,9 %), ce qui annule largement la diminution de 52 000 emplois à temps partiel (1,7 %).
- Le nombre d'heures travaillées a régressé de 0,6 % en octobre. Cette baisse s'explique, en grande partie, par l'absence au travail d'environ 60 000 fonctionnaires fédéraux en raison d'un conflit de travail durant la semaine de référence de l'Enquête sur la population active.
- Chez les jeunes, on compte 11 000 emplois de plus, les gains (18 000) étant tous des emplois à temps partiel. Depuis le début de 2004, l'emploi a progressé de 2,1 % (27 000) chez les jeunes.
- Le taux d'emploi s'est redressé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 62,7 %, soit son sommet historique.

...et le taux de chômage reste à 7,1 %

- Malgré une avance de l'emploi, le taux de chômage est resté le même, soit (7,1 %), puisqu'un plus grand nombre de personnes se cherchaient un emploi en octobre.
- Le taux de chômage a été ramené à 13,4 % chez les jeunes, et il a augmenté pour passer à 5,9 % chez les adultes.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Octobre 2003	Septembre 2004	Octobre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 822,0	16 076,4	16 110,7	34,3	288,7	190,0	0,2	1,8
Temps plein	12 843,0	13 146,5	13 159,7	13,2	316,7	242,5	0,1	2,5
Temps partiel	2 979,0	2 929,9	2 951,0	21,1	-28,0	-52,4	0,7	-0,9
Jeunes 15-24	2 397,6	2 434,8	2 445,3	10,5	47,7	26,5	0,4	2,0
Adultes 25+	13 424,5	13 641,5	13 665,4	23,9	240,9	163,6	0,2	1,8
Travailleurs indépendants	2 433,8	2 472,4	2 485,3	12,9	51,5	47,9	0,5	2,1
Chômage	1 304,3	1 221,4	1 230,6	9,2	-73,7	-36,2	0,8	-5,7
Taux de chômage	7,6	7,1	7,1	0,0	-0,5	-0,3		
Jeunes 15-24	13,9	13,5	13,4	-0,1	-0,5	-0,6		
Adultes 25+	6,4	5,8	5,9	0,1	-0,5	-0,2		
Population active	17 126,3	17 297,8	17 341,2	43,4	214,9	153,8	0,3	1,3
Taux d'activité	67,6	67,4	67,4	0,0	-0,2	-0,3		
Taux d'emploi	62,4	62,6	62,7	0,1	0,3	0,0		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation de l'industrie

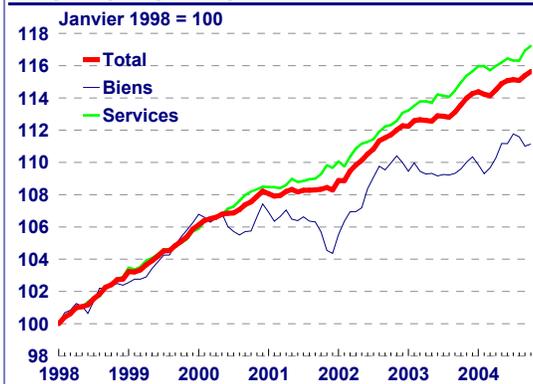
Dans le secteur des biens, l'emploi remonte grâce à l'augmentation de l'emploi dans la construction

- Le secteur des biens affiche une hausse de 5 000 emplois en octobre après avoir subi des baisses en août (7 000) et en septembre (21 000). Les effectifs se sont redressés dans les industries de la construction et de l'agriculture, ce qui a compensé les pertes enregistrées dans les industries des services publics, des ressources naturelles et de la fabrication. Depuis le début de 2004, le secteur des biens compte 29 000 emplois de plus (0,7 %) en raison d'une hausse de 56 000 emplois dans la construction.
- Le nombre d'emplois du secteur de la fabrication a diminué pour un troisième mois de suite pour un total de 34 000 emplois, ce qui a annulé les gains observés plus tôt cette année. On compte environ 85 000 emplois de moins dans le secteur de la fabrication par rapport au sommet de novembre 2002. La plupart des pertes sont concentrées au Québec et en Ontario.

La vive création d'emplois dans les ventes a encore fait progresser les effectifs dans le secteur des services

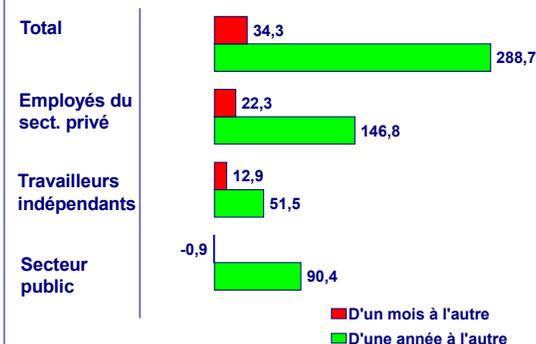
- Le secteur des services fait état d'une hausse de 30 000 emplois en octobre et de 64 000 en septembre. Les avances les plus marquées ont été celles du commerce (45 000), alors que les plus fortes baisses ont été celles du transport* (19 000) et des FASI* (16 000).
- Depuis le début de 2004, le nombre d'emplois dans le secteur des services a augmenté de 161 000 (1,4 %), surtout dans le commerce (68 000), les services professionnels, scientifiques et techniques (48 000), les FASI* (35 000), ainsi que la santé et l'assistance sociale (23 000). Les seules industries à subir un recul ont été l'hébergement et la restauration (13 000), les services d'enseignement (9 000) et le transport* (3 000).

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs

Octobre 2004 (en milliers)



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Octobre 2003	Septembre 2004	Octobre 2004	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 988,0	4 039,2	4 044,0	4,8	56,0	28,7	0,1	1,4
Agriculture	334,8	325,7	330,0	4,3	-4,8	-16,5	1,3	-1,4
Ressources naturelles*	300,7	299,9	296,3	-3,6	-4,4	0,3	-1,2	-1,5
Services publics	133,4	134,3	130,3	-4,0	-3,1	-0,4	-3,0	-2,3
Construction	946,6	998,7	1 012,9	14,2	66,3	55,8	1,4	7,0
Fabrication	2 272,5	2 280,5	2 274,6	-5,9	2,1	-10,4	-0,3	0,1
Services	11 834,0	12 037,2	12 066,7	29,5	232,7	161,3	0,2	2,0
Commerce	2 474,2	2 499,9	2 545,1	45,2	70,9	67,7	1,8	2,9
Transport	775,3	798,0	779,2	-18,8	3,9	-3,0	-2,4	0,5
FASI*	953,1	1 007,2	991,6	-15,6	38,5	34,9	-1,5	4,0
Services prof./scientifiques	998,8	1 021,2	1 032,3	11,1	33,5	47,8	1,1	3,4
Administration et gestion	615,5	644,5	641,4	-3,1	25,9	3,8	-0,5	4,2
Enseignement	1 047,4	1 046,3	1 052,1	5,8	4,7	-9,0	0,6	0,4
Soins de santé/assist. sociale	1 712,2	1 754,7	1 755,1	0,4	42,9	22,9	0,0	2,5
Information, culture, loisirs	713,0	720,4	723,5	3,1	10,5	6,5	0,4	1,5
Hébergement et restauration	1 026,1	1 011,0	1 016,9	5,9	-9,2	-12,6	0,6	-0,9
Autres services	688,5	703,0	700,8	-2,2	12,3	1,2	-0,3	1,8
Administrations publiques	829,8	831,1	828,6	-2,5	-1,2	1,0	-0,3	-0,1

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail.

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Aperçu de la situation des provinces

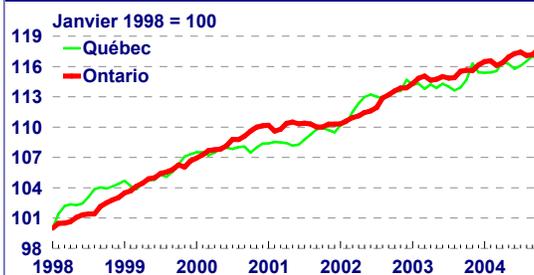
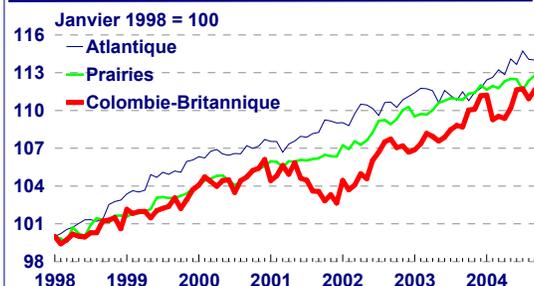
L'augmentation de l'emploi est concentrée en Colombie-Britannique et en Ontario...

- Parmi les provinces de l'Ouest, la Colombie-Britannique affiche le redressement le plus marqué (12 000) en octobre, tous des emplois à temps plein (31 000). L'emploi a aussi progressé en Saskatchewan et au Manitoba, alors qu'il a régressé en Alberta.
- L'emploi a vivement augmenté en Ontario (33 000) en octobre, ce qui porte à 1,4 % (88 000) la hausse de l'emploi depuis le début de l'année. Le Québec a perdu 12 000 emplois, principalement dans la fabrication (19 000), mais il compte 39 000 emplois de plus depuis décembre dernier.
- L'emploi a peu évolué dans les provinces atlantiques, sauf au Nouveau-Brunswick, où l'on compte 3 000 emplois de moins. Au cours des 12 derniers mois, toutes les provinces ont connu une hausse de l'emploi, en particulier la Nouvelle-Écosse (3,3 %), le Nouveau-Brunswick (2,7 %) et la Colombie-Britannique (2,0 %).

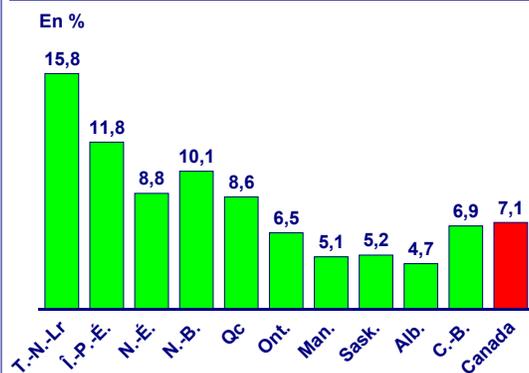
...et le taux de chômage diminue dans les provinces de l'Ouest

- Depuis que le taux de chômage de la Colombie-Britannique est passé à 6,9 %, toutes les provinces de l'Ouest affichent un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale. Durant l'année écoulée, le recul le plus important (0,9 point de pourcentage) a été enregistré en Colombie-Britannique.
- Malgré une forte avance de l'emploi, le taux de chômage est resté à 6,5 % à cause de l'augmentation de la population active. Les pertes d'emplois ont fait progresser le taux de chômage au Québec (8,6 %) et au Nouveau-Brunswick (10,1 %).
- Le taux de chômage s'est accru de 0,5 point de pourcentage pour se situer à 11,8 % à l'Île-du-Prince-Édouard puisque la population active a augmenté plus rapidement que l'emploi.

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Octobre 2004



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Niveaux Octobre 2004	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)		
		Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux Octobre 2004	Variation depuis le mois dernier	Variation depuis l'an dernier
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %			
Canada	16 110,7	34,3	0,2	288,7	1,8	7,1	0,0	-0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	219,6	0,1	0,0	3,8	1,8	15,8	-0,1	-0,8
Île-du-Prince-Édouard	69,8	0,5	0,7	0,9	1,3	11,8	0,5	1,2
Nouvelle-Écosse	446,7	-0,2	-0,0	14,2	3,3	8,8	0,0	-0,7
Nouveau-Brunswick	353,7	-3,0	-0,8	9,4	2,7	10,1	0,5	-0,7
Québec	3 720,7	-11,8	-0,3	61,9	1,7	8,6	0,3	-0,7
Ontario	6 373,9	32,8	0,5	116,3	1,9	6,5	0,0	-0,4
Manitoba	579,0	1,2	0,2	9,3	1,6	5,1	-0,5	-0,2
Saskatchewan	493,2	4,9	1,0	8,3	1,7	5,2	-0,6	-0,4
Alberta	1 762,4	-2,0	-0,1	23,1	1,3	4,7	-0,1	-0,3
Colombie-Britannique	2 091,7	11,8	0,6	41,5	2,0	6,9	-0,2	-0,9



Prix à la consommation et prix des produits de base

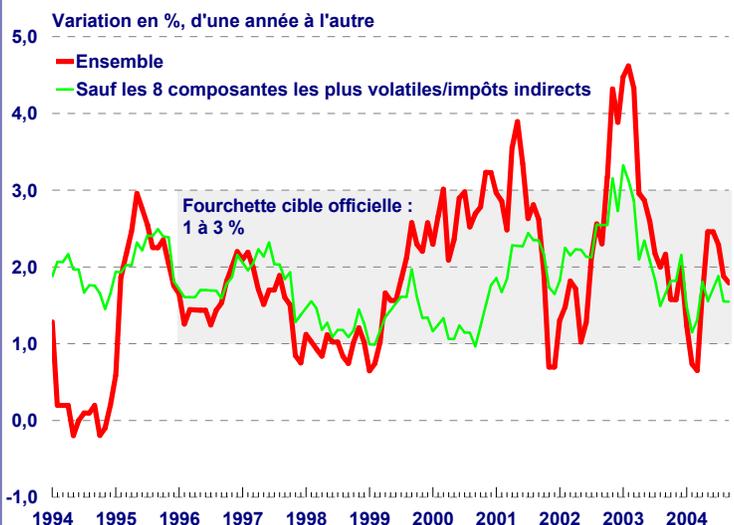
L'inflation modère son allure en septembre et s'établit à 1,8 %...

- En glissement annuel, la progression de l'Indice des prix à la consommation (IPC) a ralenti pour se fixer à 1,8 % en septembre par rapport à 1,9 % en août. La baisse des prix du gaz naturel (-2,3 %) et des coûts d'achat des automobiles (-2,0 %) a contribué à cette modération. La progression du prix de l'essence en septembre (7,2 %) s'est aussi atténuée par rapport à l'été. À l'exclusion de l'énergie, l'inflation en septembre (1,4 %) est inférieure à celle d'août (1,5 %).
- L'inflation a modéré son allure dans la plupart des provinces, en particulier au Manitoba (de 2,6 % en août à 1,8 % en septembre) et en Alberta (de 2,0 % à 1,5 %). Le taux d'inflation n'a pas changé en Ontario, mais il a augmenté en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.
- D'un mois à l'autre et selon des données désaisonnalisées, l'IPC a augmenté de 0,2 % après avoir reculé de 0,2 % en août.
- D'une année à l'autre, la hausse des prix des produits de base s'est établie à 32,1 % en octobre, par rapport à 25,0 % en septembre. Le bond est attribuable à la hausse des prix de l'énergie, qui est passée de 35,3 % en septembre à 55,5 % en octobre. D'un mois à l'autre, les prix des produits de base ont avancé de 6,8 % après avoir reculé de 1,9 % en septembre. À l'exclusion des prix de l'énergie, les prix des produits de base ont diminué de 3,5 % en octobre après avoir baissé de 2,2 % en septembre.

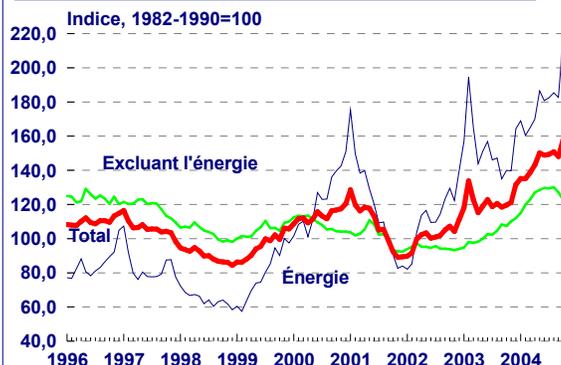
...et l'inflation selon l'indice de référence reste à 1,5 %

- L'inflation selon l'indice de référence, qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects n'a pas changé en septembre (1,5 %). Le taux est donc inférieur au point médian de la fourchette cible officielle (1 % à 3 %).

Indice des prix à la consommation



Prix des produits de base (\$US)



Prix à la consommation

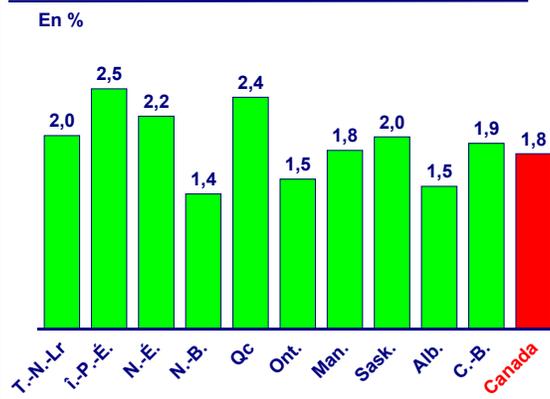
Septembre 2004

	Indice (1992=100)	Variation en % depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	124,9	0,1	1,8
Alimentation	124,7	-0,5	2,8
Logement	121,2	0,2	2,8
Dépenses du ménage	115,4	0,3	0,3
Habillement et chaussures	104,9	3,0	-0,1
Transport	143,7	-0,7	1,3
Santé et soins personnels	119,2	0,3	1,4
Loisirs, formation et lecture	129,4	0,6	0,4
Alcool et tabac	144,6	-0,1	5,5
Sauf 8 composantes plus volatiles et impôts ind.	124,7	0,3	1,5
Énergie	151,7	-0,5	5,8

Prix des produits de base (octobre 2004)

Indice, 1982-1990=100	158,0	6,8	32,1
Excluant l'énergie	122,7	-3,5	14,2
Énergie	217,5	19,0	55,5

Inflation mesurée par l'IPC, par province - Septembre 2004



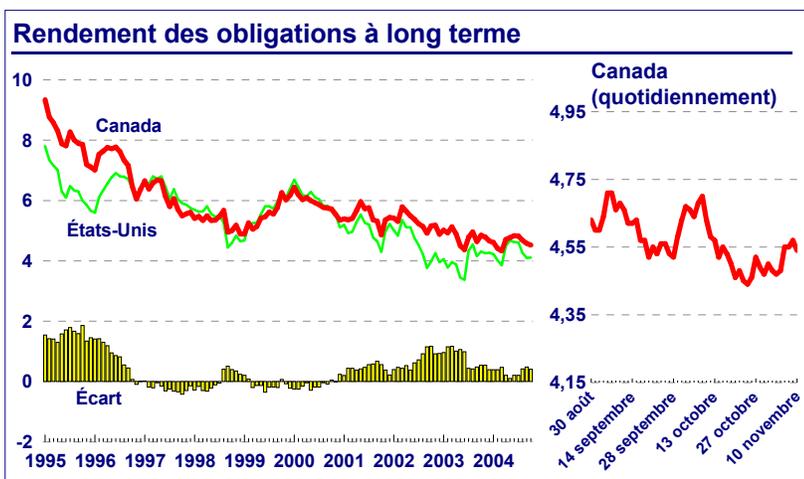
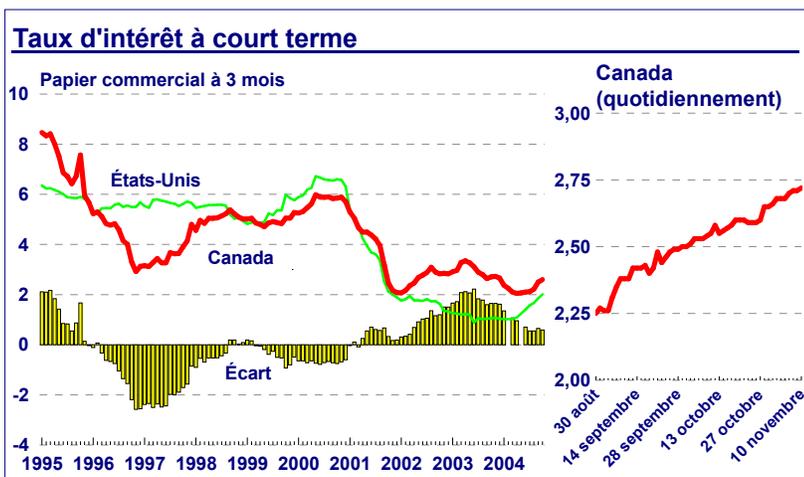


Les taux d'intérêt à court terme en Amérique du Nord se redressent...

- Aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine a majoré de 25 points de base son taux des fonds fédéraux pour le porter à 2,0 % le 10 novembre. Il s'agit de la quatrième hausse consécutive. Selon la Réserve fédérale, l'économie semble progresser selon les prévisions, malgré la hausse des prix de l'énergie, la situation du marché du travail s'est améliorée et les pressions inflationnistes restent maîtrisées. La Banque du Canada a relevé de 25 points de base son taux cible du financement à un jour pour le porter à 2,50 % le 19 octobre, après avoir appliqué une majoration de 25 points de base en septembre. Elle n'a pas écarté la possibilité d'une autre augmentation le 7 décembre, date de la prochaine annonce.
- Le taux du papier commercial à trois mois s'est fixé à 2,75 % au Canada, le 15 novembre, et à 2,21 % aux États-Unis, soit une hausse d'environ 65 points de base depuis la mi-août.

...et les rendements à long terme augmentent

- Les données montrant la vigueur des marchés du travail des deux côtés de la frontière ont favorisé les rendements des obligations. Les rendements des obligations à dix ans aux États-Unis ont augmenté d'environ 20 points de base pour s'établir à 4,20 % le 15 novembre, par rapport à 4,0 % le 25 octobre. Toutefois, les rendements au Canada n'ont pas autant progressé, passant de 4,44 % à la fin d'octobre à 4,51 % le 15 novembre. Ainsi, l'écart entre les taux s'est réduit pour se fixer à environ 30 points de base.
- Le taux hypothécaire à un an s'est établi à 4,90 % le 10 novembre contre 4,80 % il y a un mois. Le taux à cinq ans a été ramené à 6,30 % le 10 novembre, après être passé brièvement à 6,50 % à la mi-octobre.



Principaux taux du marché monétaire

(fin de période)	Papier commercial à 3 mois	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
2002	2,83	1,50	4,88	0,93
2003	2,66	1,62	4,66	0,39
Mai	2,07	N/A	4,77	0,10
Juin	2,10	0,70	4,83	0,21
Juillet	2,12	0,55	4,82	0,21
Août	2,22	0,55	4,68	0,42
Septembre	2,50	0,65	4,58	0,48
Octobre	2,60	0,59	4,52	0,41
10 nov.*	2,72	0,55	4,54	0,29

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains. *Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.

Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux directeur	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
2002	2,75	4,50	4,90	6,70
2003	2,75	4,50	4,75	6,45
Mai	2,00	3,75	4,55	6,50
Juin	2,00	3,75	4,70	6,70
Juillet	2,00	3,75	4,60	6,55
Août	2,00	3,75	4,40	6,30
Septembre	2,25	4,00	4,80	6,30
Octobre	2,50	4,25	4,90	6,40
10 nov.*	2,50	4,25	4,90	6,30

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.



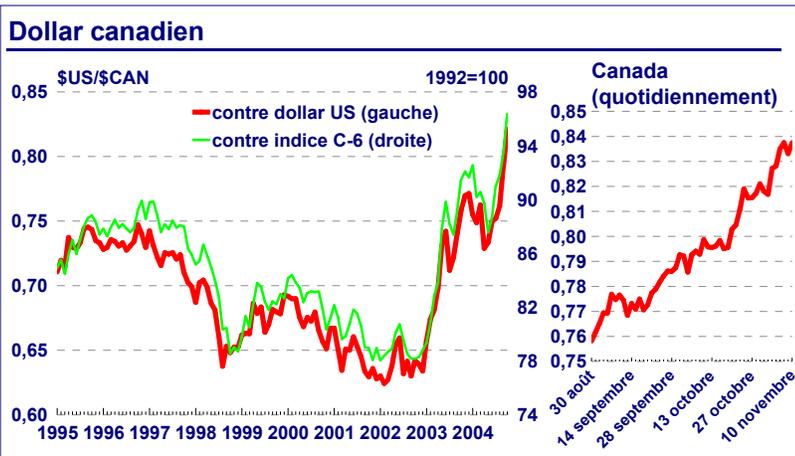
Taux de change et marchés boursiers

Le dollar canadien est près de son niveau d'équilibre

- Depuis le début de septembre, le dollar canadien n'a cessé de prendre de la valeur, gagnant environ 7,5 cents US (9,6 %) pour clôturer à 83,3 cents US le 15 novembre. Depuis le début de novembre, le huard s'échange au-dessus des 83 cents US ce qui, selon l'OCDE, est sa valeur d'équilibre à long terme. Le taux de change États-Unis-Canada est inférieur à sa valeur d'équilibre à long terme depuis plus d'une décennie. Toutefois, il n'est pas rare que de grandes devises s'échangent au-dessus ou en-dessous de leurs niveaux d'équilibre estimés pendant une longue période.
- La tendance ascendante du dollar canadien face à l'euro et au yen japonais s'est poursuivie en novembre. Durant les six derniers mois, le dollar a gagné environ 7,3 % face à l'euro et 8,3 % face au yen.

Les marchés boursiers se redressent en novembre

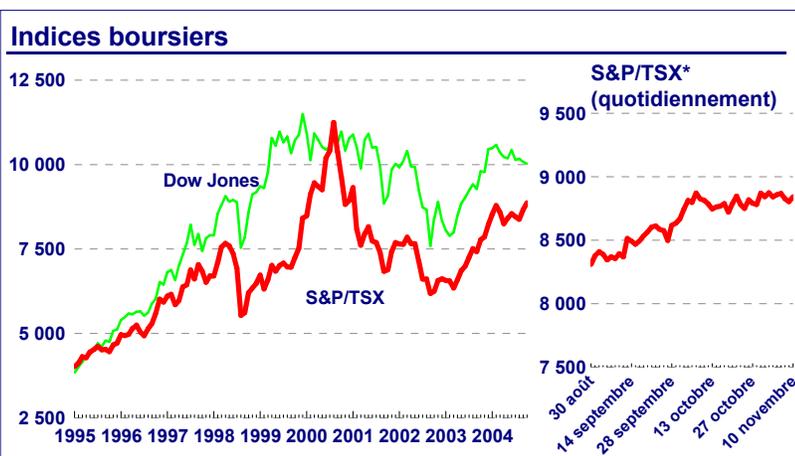
- Le S&P/TSX maintient sa cadence dans la foulée de nouvelles données montrant une bonne conjoncture de l'économie et de l'emploi. L'indice a clôturé à 8 937 points le 15 novembre, soit un sommet inégalé en 45 mois. L'indice a gagné 7,6 % en août, les actions des secteurs des ressources et de la finance connaissant des gains.
- Les prix du pétrole étant à des creux inégalés en deux mois, le Dow Jones a remonté à la mi-novembre après être tombé sous les 10 000 points en octobre. L'indice a terminé la séance du 15 novembre à 10 550 points, soit 8,2 % de plus que son niveau du 25 octobre (9 750 points).



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	\$CAN c. EURO	Yen c. \$CAN
2002	0,6339	78,80	n/a	n/a
2003	0,7713	91,65	1,628	82,86
Mai	0,7335	87,57	1,662	80,23
Juin	0,7497	88,68	1,627	81,59
Juillet	0,7522	91,00	1,599	83,64
Août	0,7616	91,80	1,599	83,19
Septembre	0,7926	93,52	1,569	87,21
Octobre	0,8210	96,36	1,559	86,88
10 nov.*	0,8375	99,93*	1,540	89,74

*Le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada.



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - octobre	le mois dernier	l'an dernier
S&P/TSX	8 871	2,3	14,1
Énergie	192	2,4	41,4
Métaux et mines	236	-4,4	22,2
Services publics	151	4,1	1,3
Matériaux	157	-2,9	13,5
Produits industriels	70	1,1	-6,5
Services financiers	151	4,8	17,5
Or	218	1,2	4,6
Télécommunications	65	6,5	6,5
Technologies de l'information	31	5,8	25,8
Consommation discrétionnaire	87	0,8	2,4
Consommation de base	178	0,6	4,7
S&P 500	1 130,2	1,4	7,6
Dow Jones	10 027	-0,5	2,3



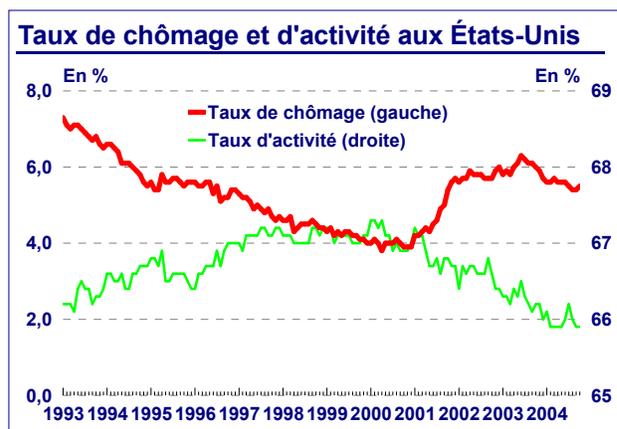
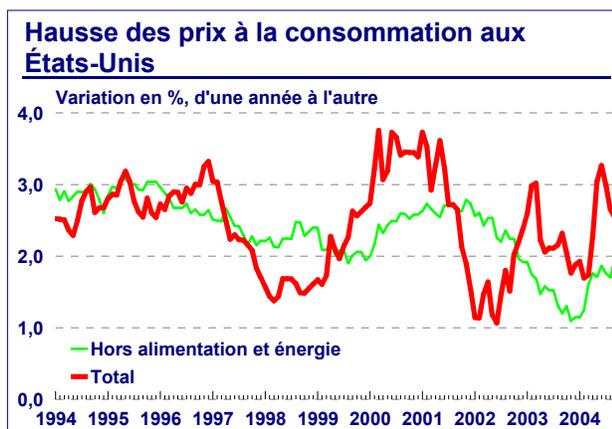
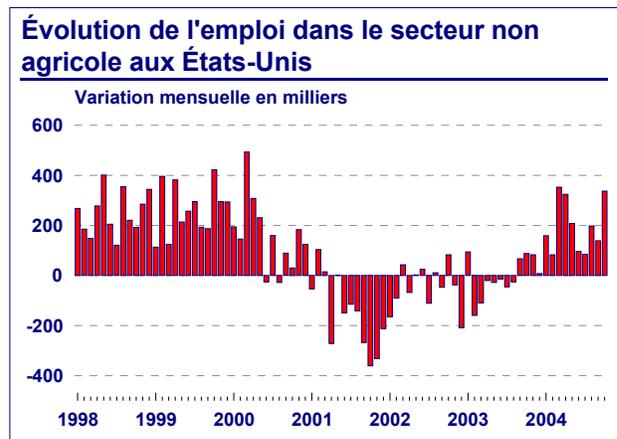
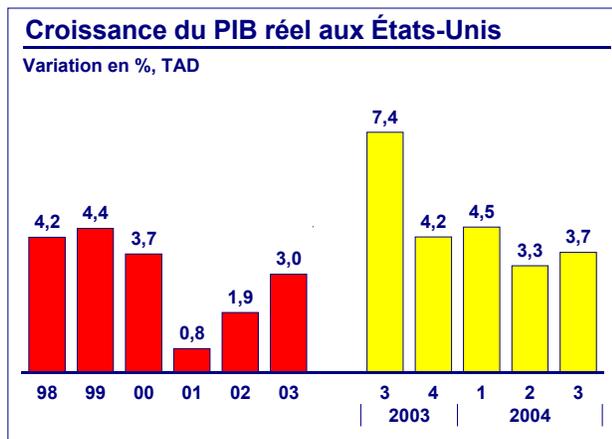
Tendances de l'économie américaine

La croissance reprend un peu de vigueur au troisième trimestre

- Selon les premières estimations, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 3,7 % (taux annuel) au troisième trimestre après avoir augmenté de 3,3 % au deuxième trimestre. Les dépenses de consommation, qui se sont accrues de 4,6 % contre 1,6 % au deuxième trimestre, ont alimenté cette croissance. De plus, le frein exercé par les exportations nettes a été moins prononcé. Les investissements des entreprises dans le matériel et le logiciel ont aussi joué un rôle, ceux-ci avançant de 14,9 % au troisième trimestre et de 14,2 % au deuxième. Ces facteurs ont plus que compensé la baisse des investissements dans les stocks puisque le niveau des stocks est descendu au troisième trimestre.
- Au troisième trimestre, la productivité du travail s'est améliorée de 1,9 % dans le secteur des entreprises non agricoles après avoir connu de fortes augmentations de 3,9 % (taux révisé par rapport à 2,5 % en raison d'une révision à la hausse de la croissance de la production et d'une révision à la baisse du nombre d'heures) au deuxième trimestre et de 3,7 % au premier. Ce ralentissement s'explique par le fait que le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 2,1 % au troisième trimestre contre 0,3 % au deuxième, alors que la croissance de la production s'est maintenue juste au-dessus de 4,0 %. La progression de l'emploi contribue à la croissance de la production depuis le troisième trimestre de 2003, mais, règle générale, la productivité demeure le principal moteur de croissance. Cela est particulièrement le cas du secteur de la fabrication, où le nombre d'heures travaillées a repris une trajectoire descendante aux deux derniers trimestres.

Le nombre d'emplois non agricoles augmente considérablement en octobre

- On compte 337 000 emplois non agricoles de plus en octobre, soit le double de la hausse prévue par les analystes et la plus forte augmentation depuis mars 2004. L'avance est généralisée, les plus fortes hausses étant notées dans les services professionnels et les services aux entreprises (97 000) ainsi que dans les services d'enseignement et les soins de santé (62 000). En raison des travaux de reconstruction dans les régions touchées par les ouragans, les effectifs de la construction se sont accrues en octobre (71 000). Le nombre d'emplois non agricoles (rémunérés) a été révisé à la hausse pour passer à 139 000 en septembre (+40 000) et à 198 000 en août (+70 000).

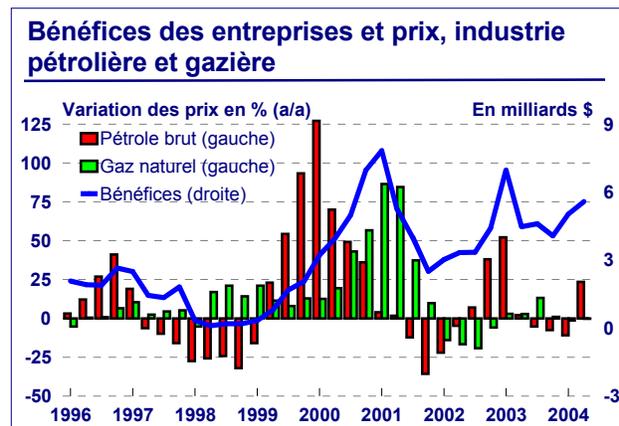
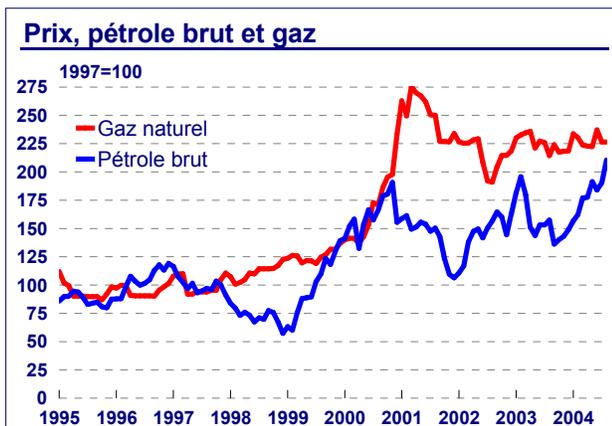


Source : Bureau of Economic Analysis et Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

L'industrie pétrolière et gazière du Canada

La progression du prix du pétrole menace la croissance mondiale...

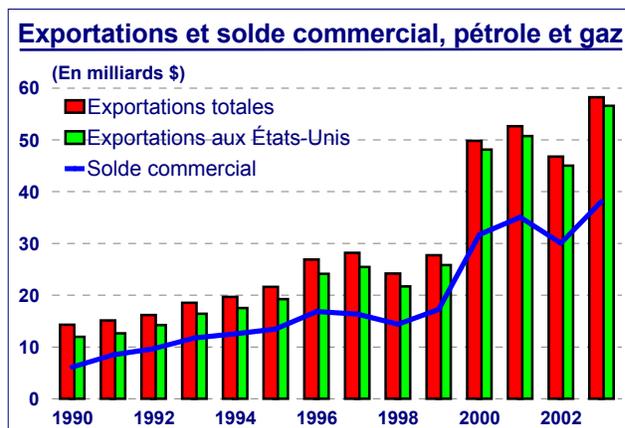
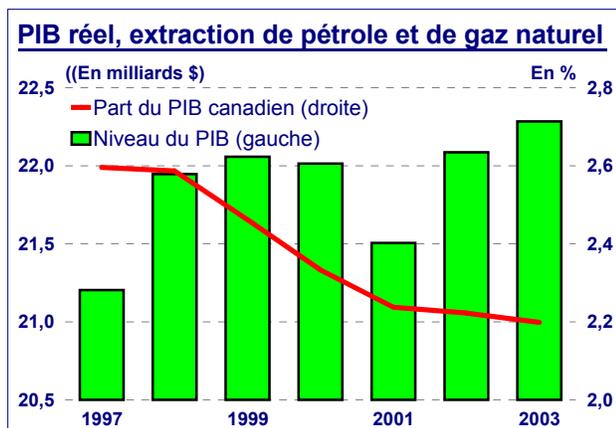
- Le prix du pétrole brut a terminé la semaine du 5 novembre près des 50 \$US, soit 68 % de plus que le prix affiché à la fin de la même semaine en 2003 et 14 % de plus que le prix moyen d'environ 44 \$US observé au troisième trimestre de 2004. La hausse du prix du pétrole est surtout attribuable à un accroissement de la demande, particulièrement de la Chine et d'autres économies nouvellement industrialisées de l'Asie. La demande en Amérique du Nord ne s'est pas atténuée. Au contraire, la progression des ventes d'automobiles et de maisons depuis le début de 2004 a contribué à rehausser la demande d'essence et de mazout.
- La plupart des analystes s'attendent à ce que les prix du pétrole se stabilisent à un niveau plus élevé que ce qui avait été prévu il y a un an en raison de la forte croissance mondiale. Le Fonds monétaire international (FMI) estime à 5,0 % la croissance mondiale en 2004, laquelle devrait ralentir quelque peu pour s'établir à 4,3 % en 2005. La vigueur de la relance de l'économie mondiale a incité l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à réviser à la hausse ses prévisions de la demande de pétrole tout au long de 2004. Par ailleurs, la conjoncture incertaine de l'offre, notamment certaines perturbations dans de grands pays producteurs comme la Russie, le Nigéria et le Venezuela, exerce une pression à la hausse sur les prix du pétrole brut.
- Selon le FMI, l'Allemagne, la France et d'autres pays de la zone euro, déjà aux prises avec une faible croissance de la production et de l'emploi, devraient connaître un ralentissement économique plus prononcé en 2004 et 2005. Ces pays dépendent davantage des importations de pétrole que les économies de l'Amérique du Nord et du Japon. L'économie américaine est moins vulnérable au renchérissement du pétrole puisqu'elle peut répondre à plus de 40 % de ses besoins avec sa propre production, mais son utilisation du pétrole est plus grande. Néanmoins, les analystes prévoient en général que la hausse du prix du pétrole brut a déjà réduit de 0,5 à 0,8 point de pourcentage la croissance du PIB aux États-Unis en 2004.
- Comme le Canada est un exportateur net de pétrole, ses recettes provenant du reste du monde augmenteront, tout comme les bénéfices de son industrie pétrolière et gazière. Les provinces riches en pétrole, telles que l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador, sont celles qui en profitent le plus. En outre, la hausse des prix du gaz naturel (qui a tendance à suivre la hausse des prix du pétrole) pourrait profiter dans une certaine mesure à la Colombie-Britannique, à la Saskatchewan et aux provinces atlantiques productrices de gaz (Terre-Neuve et Nouvelle-Écosse). En revanche, les provinces (Ontario, Québec et Manitoba) qui comptent d'importantes industries énergivores telles que la fabrication et le transport sont sujettes à un ralentissement de la croissance économique.
- Une hausse constante des prix de l'énergie mène habituellement à une augmentation des prix à la consommation et des prix à la production et à une diminution des dépenses des consommateurs et des entreprises. Un affaiblissement de la consommation, surtout aux États-Unis (plus grand partenaire commercial du Canada) assombriera sans aucun doute les perspectives de croissance du Canada. L'économie canadienne, qui est axée sur le commerce extérieur, est plus vulnérable à un ralentissement de la demande mondiale que les autres économies industrialisées. Ce ralentissement est susceptible de laisser des traces à long terme, car les pays importateurs de pétrole réduiront leur demande de biens et services canadiens. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'octobre, la Banque du Canada a amputé 0,5 point de pourcentage à ses prévisions de croissance au Canada, qu'elle estime maintenant à environ 3,0 % pour 2005. Selon elle, le renchérissement du pétrole aura probablement un léger impact négatif sur le PIB du Canada à court terme avant que les retombées positives de la hausse de la production du secteur de l'énergie et des dépenses en capital se concrétisent.



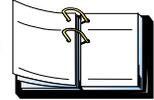
L'industrie pétrolière et gazière du Canada

...mais quelles en seront les répercussions sur l'industrie pétrolière et gazière du Canada?

- L'avantage que procure au Canada la hausse des prix du pétrole est attribuable à une intensification de l'activité dans son industrie pétrolière et gazière, ce que nous examinons dans le présent rapport.
- En 2003, l'industrie de l'extraction pétrolière et gazière est intervenue pour 2,2 % (22,3 milliards de dollars) de la production totale du Canada et 0,3 % (41 300) de l'emploi total. De 1997 à 2003, la production réelle de l'industrie a avancé à un taux moyen de 0,9 % par année contre 3,7 % pour l'ensemble de l'économie. Durant ces années, l'emploi a progressé à un rythme annuel moyen plus rapide (3,3 %) dans cette industrie que dans l'ensemble de l'économie (2,4 %).
- L'industrie pétrolière et gazière est une grande composante des échanges commerciaux du Canada. Les exportations pétrolières et gazières, qui ont augmenté de 24,5 % de 2002 à 2003, rendent compte de 15,3 % du total des exportations de marchandises. En 2003, l'excédent commercial de l'industrie pétrolière et gazière s'élevait à 32,7 milliards de dollars, soit plus de la moitié du total de l'excédent relatif au commerce de marchandises (58,1 milliards). Le Canada est depuis longtemps un exportateur net de pétrole, et les États-Unis sont essentiellement son seul partenaire commercial. Ce pays a reçu 97 % du total de nos exportations pétrolières et gazières en 2003 et la totalité de nos exportations de pétrole brut et de gaz naturel au premier trimestre de 2004.
- Les bénéfices des entreprises du secteur de l'énergie ont augmenté de 42,5 % en 2003. Les bénéfices progressent à un bon rythme depuis le début de 2004, en raison du renchérissement du pétrole brut, mais cette croissance ralentira probablement comparativement à 2003. Néanmoins, les bénéfices resteront à des niveaux historiques. Cela devrait susciter d'autres travaux d'exploration et de développement de sources non conventionnelles de pétrole brut tels que l'exploitation des sables bitumineux du nord de l'Alberta et le forage au large des côtes des provinces atlantiques. Ces nouveaux projets sont confrontés à des coûts élevés de développement et d'extraction, de sorte qu'ils deviennent rentables lorsque le prix du pétrole et les bénéfices connaissent une augmentation soutenue. Selon l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP), les coûts d'exploration et de développement sont deux fois plus élevés au Canada que la moyenne mondiale.
- L'accroissement de la productivité peut également contribuer à la rentabilité des nouveaux projets. Selon le Conference Board du Canada, la productivité du travail a crû de 1,9 % par année de 1987 à 2002, croissance principalement attribuable à un niveau élevé d'investissement dans le stock de capital et les nouvelles technologies. Parallèlement, le taux d'utilisation de la capacité au Canada est passé de 81 % en 1995 à 63 % en 2003, soit bien en-deçà de la moyenne historique, ce qui signifie que l'industrie pourrait peut-être accroître sa production sans nécessairement augmenter tout de suite son stock de capital.
- L'avantage du renchérissement du pétrole est déjà palpable dans l'industrie. À la suite d'une hausse de 0,9 % en 2002, la production a augmenté en moyenne de 5,0 % durant les deux premiers trimestres de 2004, ce qui a fait monter le taux d'utilisation de la capacité (65,2 %) au deuxième trimestre. À court terme, toutefois, la mise en oeuvre de nouveaux projets, qui est assujettie à l'approbation réglementaire et à la pénurie de certains intrants, notamment la main-d'oeuvre qualifiée, pourrait limiter les répercussions positives directes de la hausse des prix du pétrole sur le niveau d'activité.



Source : Banque du Canada, Rapport sur la politique monétaire d'octobre; Association canadienne des producteurs pétroliers; Conference Board du Canada; Agence internationale de l'énergie; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale (septembre 2004); Statistique Canada.



CANADA

Indice des prix à la consommation - Octobre	23 novembre
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 3e trimestre 2004	24 novembre
Balance des paiements internationaux - 3e trimestre 2004	29 novembre
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 3e trimestre 2004	30 novembre
PIB réel par industrie - Septembre	30 novembre
Enquête sur la population active - Novembre	3 décembre
Annonce concernant le taux directeur de la Banque du Canada	7 décembre
Commerce international de marchandises - Octobre	14 décembre
Enquête sur le secteur de la fabrication - Octobre	14 décembre

ÉTATS-UNIS

PIB - 3e trimestre 2004, données préliminaires	30 novembre
Situation de l'emploi - Novembre	3 décembre
Commerce international des biens et services - Octobre	14 décembre
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	14 décembre
Indice des prix à la consommation - Novembre	17 décembre

Nota : Les IEM de novembre 2004 sont fondés sur les données connues au 17 novembre 2004.